



La Suisse et l'Égypte aspirent à resserrer leurs relations économiques

Le conseiller fédéral Guy Parmelin s'est rendu en Égypte accompagné d'une délégation économique afin de resserrer les relations économiques entre les deux pays. Les réformes politiques et économiques menées en Égypte jouent un rôle déterminant pour cela.

L'Égypte est le premier partenaire commercial de la Suisse sur le continent africain, a déclaré le conseiller fédéral Guy Parmelin au cours de sa mission économique. Accompagné de représentants de l'économie suisse, il s'est rendu sur les rives du Nil où il a rencontré le Premier ministre égyptien ainsi que d'autres ministres. Lors des discussions officielles, la délégation économique emmenée par Heinz Karrer, président d'economiesuisse, a évoqué les défis auxquels les entreprises suisses font face. Il a été question d'autorisations, de procédures douanières, de certificats d'origine et de permis de travail.

DES RELATIONS ÉCONOMIQUES IMPORTANTES POUR L'ÉGYPTE

Les entreprises suisses et égyptiennes ont noué des partenariats stratégiques dans différents domaines. La branche textile égyptienne, par exemple, se modernise grâce au savoir-faire et aux machines suisses. Elle représente 30% environ de la production industrielle nationale et 10% de l'ensemble des exportations. Dans le cadre de la mission économique, l'entreprise industrielle suisse Rieter a décroché une commande pour des machines textiles destinées à la plus grande filature du monde. En matière de formation professionnelle, les deux

pays ont développé leur collaboration dans le secteur hôtelier. La formation aux métiers techniques revêt également une importance centrale. Le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) soutient un centre égyptien de formation professionnelle axé sur la pratique. Des entreprises suisses de renom sont par ailleurs actives dans les industries agroalimentaire et pharmaceutique en Égypte, où elles produisent à destination du marché local et de ses 100 millions de consommateurs et approvisionnent les pays du Moyen-Orient et de tout le continent africain. Enfin, des entreprises suisses sont souvent impliquées dans les activités, importantes pour l'Égypte, de l'exportation du pétrole et du gaz, du transport maritime et de l'exploitation de terminaux de fret.

Aujourd'hui, l'Égypte aspire à accroître ses exportations de textile et de produits chimiques destinées à la Suisse. Dans le domaine textile, les entreprises rencontrent toutefois des problèmes du côté des formalités douanières, en raison de l'impossibilité d'obtenir une preuve d'origine sans lacunes lorsque des textiles sont valorisés dans d'autres pays européens.

D'AUTRES RÉFORMES S'IMPOSENT POUR EXPLOITER LE POTENTIEL AU MAXIMUM

Les discussions au niveau ministériel et avec des experts ont mis en évidence la nécessité de poursuivre les réformes. Malgré une croissance économique de 5% ces dernières années, le secteur privé ne s'est pas développé. Ces dernières années, le pourcentage de la population au-dessous du seuil de pauvreté a atteint 32% (2018). Quant au taux de renchérissement, il a certes pu être atténué mais il reste élevé à 15%. Des entreprises étatiques dominent de nombreux segments du marché. En conséquence, les représentants de la Banque mondiale et des économistes indépendants préconisent de clarifier le rôle de l'État dans l'économie égyptienne.

Pour autant qu'elle poursuive ses réformes, l'Égypte parviendra à mieux exploiter sa situation géographique favorable et son accès aux pays d'Afrique et arabes. Le Premier ministre égyptien Mostafa Madbouly a relevé des réformes prévues dans différentes branches et bénéficiant d'investissements privés égyptiens et étrangers. Il a aussi annoncé la privatisation d'entreprises actuellement aux mains de l'État.